
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1921.

1^o Proposition de loi relative au « Fonds des Mieux Doués ».

2^o Projet de loi relatif aux Mieux Doués (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COUSOT.

MESSIEURS,

Au mois de mars 1920, quelques-uns de nos collègues de la gauche libérale déposèrent une proposition de loi relative au Fonds des Mieux Doués. Le but de leur initiative généreuse était l'inscription au Budget des Sciences et des Arts d'un crédit dont la répartition, par arrêté royal, entre les communes qui elles-mêmes institueraient un fonds analogue, était subordonné à diverses conditions. Selon la procédure habituelle, cette proposition fut renvoyée à une Section centrale qui se préparait à déposer son rapport lorsque, spontanément, le Gouvernement, reprenant la même idée, déposait un projet de loi ayant le même titre et en demandait le renvoi à la Section centrale déjà désignée pour la proposition de loi d'initiative parlementaire.

La Section centrale soumit donc à un nouvel examen comparatif les deux propositions. Procédant des mêmes pensées, poursuivant des buts analogues, elles se distinguent par le milieu où elles doivent exercer leur action bienfaisante. La proposition de loi d'initiative parlementaire poursuit le dessein d'aider à la sortie des études moyennes les jeunes gens capables d'entreprendre des études supérieures. « Il faut, proclame les développements, que l'enseignement supérieur, quel qu'il soit, soit rendu accessible à tous les enfants que leurs dons naturels destinent aux hautes études. Pas un enfant de la classe ouvrière, riche en promesse, pauvre en fortune, qui pourrait un jour illustrer la science ou le travail, ne doit être dans l'impossibilité de

(1) Projet de loi, n° 408.

Proposition de loi, n° 184.

(2) La Section centrale présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Berloz, Van Hoegaerden, Cousot, Doms, Huyshauwer, Van Dievoet.

suivre sa voie. Le projet du Gouvernement restreint ses faveurs aux enfants qui, après de bonnes études primaires, présentent des aptitudes pour les études moyennes, soit scientifiques, soit artistiques, soit commerciales, etc.

La préoccupation de ces deux propositions est bien ancienne; les bourses d'études, si nombreuses dans toutes nos provinces, sont la manifestation des mêmes pensées; par l'institution du Fonds des Mieux Doués, on supprime les conditions requises selon la volonté des fondateurs, qui limitaient forcément l'utilité sociale de ces bourses d'étude. La proposition élargit, généralise ces utiles institutions et tend à accorder à tous les enfants des faveurs que les bourses accordaient à une catégorie fort restreinte. Cette généralisation est une application de l'égalité du point de départ prônée par de nombreux sociologues, séduisante formule qui constitue un des éléments du système social exposé en maintes occasions par un grand industriel belge, M. E. Solvay.

Le don important de 120 millions du grand bienfaiteur M. Hoover qui a permis d'organiser la Fondation Universitaire — est destiné à aider les familles des jeunes gens bien doués pour les études supérieures. Il enlève à la proposition d'initiative parlementaire son utilité actuelle. Dès lors, la Section centrale a cru pouvoir abandonner l'étude de la proposition et limiter son examen au projet du Ministre des Sciences et des Arts qui limite son intervention aux enfants qui, à l'École primaire, par leur application et par leurs dons naturels, se sont montrés particulièrement aptes à recevoir une formation plus complète. D'autre part, le mécanisme du projet s'adapte aux dispositions de notre législation organique d'enseignement primaire et tient heureusement compte de notre organisation administrative. Il a pu s'inspirer des heureuses initiatives de certaines communes et provinces qui ont déjà réalisé ce complément à l'enseignement primaire. On trouverait dans plus d'un Budget communal l'inscription de crédits qui permettait d'accorder des subsides à des enfants heureusement doués pour poursuivre des études musicales, des études de dessin, des études dans des écoles professionnelles.

Les développements qui servent d'introduction à la proposition parlementaire et l'Exposé des Motifs du projet de loi fournissent des renseignements suffisants et donnent une documentation qui nous dispense d'entrer dans des détails et réfutent certaines objections courantes contre les tendances vers une extension du développement intellectuel de nos classes ouvrières.

Tout en rendant hommage aux sentiments qui inspirent ces institutions, on a exprimé parfois la crainte que, parmi les enfants bénéficiaires de ces faveurs, certains ne répondant pas à l'attente des donateurs, perdent le goût du travail, conçoivent des ambitions démesurées et viennent grossir le nombre des déclassés! Évidemment toute œuvre humaine entraîne à ses suites des imperfections et, dans l'espèce, il n'est point impossible qu'aux rêves d'avenir succèdent, pour certains enfants des désillusions. Mais les précautions prévues par le projet, l'étude initiale des enfants par les commissions de sélection, l'examen annuel des protégés, la suspension possible de toute largesse après chaque année d'étude, paraissent de nature à empêcher en général, les déconvenues et les échecs qui compromettraient le succès de l'œuvre.

A quels enfants seront réservés les faveurs du Fonds des Mieux Doués ? Le projet trace des règles assez précises. Au sein de la Section Centrale, on a insisté pour que les subsides ne puissent s'égarer et pour que soit bien et attentivement fixée la limite au-delà de laquelle les personnes de la catégorie b) ne pourront pas compter sur l'assistance officielle. Ce point délicat est laissé à l'appréciation d'un arrêté royal qui d'ailleurs, selon les conditions économiques générales, s'adaptera plus aisément qu'un texte légal aux circonstances de temps et de lieux.

On remarquera que les fonds attribués aux bénéficiaires sont des avances qui doivent être remboursées lorsque les circonstances le permettront. On a beaucoup insisté au sein de la Section Centrale pour que à chaque jeune protégé soit remis un carnet qui porte les avances consenties de façon à ce que, à chaque instant, le bénéficiaire puisse se rendre compte de sa situation vis-à-vis de l'œuvre; dans le libellé du carnet il sera bien indiqué que l'argent est avancé sans aucune charge d'intérêt.

Pour assurer la marche de l'Institution, le projet prévoit une intervention financière des communes, des provinces, de l'État dans des proportions modérées qui assurent un revenu de 1,700,000 francs pour la Belgique. C'est une dépense acceptable même par le temps que nous vivons. Ces ressources annuelles dont disposeront, soit les communes de plus de 20,000 habitants obligées de créer le Fonds des Mieux Doués, soit des communes associées, soit les provinces, ont paru suffisantes aux rédacteurs du projet. Nous pensons qu'à cet égard on verse dans une erreur, dont on s'apercevra après quelques années d'exercice. S'il s'agissait d'aider au sortir d'écoles moyennes des jeunes gens peu aisés et se faisant remarquer par des talents exceptionnels, je crois que l'on n'atteindrait pas plus de 800 enfants, mais qu'on remarque qu'il s'agit de toute notre population scolaire officielle et libre, qu'il s'agit de donner une assistance pour le développement des talents précoces soit vers la vie musicale, soit vers les carrières artistiques, soit vers les positions commerciales, soit vers les positions industrielles, et on sera enclin à prévoir une bien plus importante intervention des œuvres des Mieux Doués.

Et à cet égard nous eussions souhaité que le fonds fut établi obligatoirement et indépendamment dans un plus grand nombre de communes sans solliciter la création des fonds intercommunaux dont la gestion sera toujours moins contrôlée et moins apte à intéresser les généreux philanthropes qui voudraient les doter. Le siège de semblables institutions autant que possible doit être la commune et s'il est utile que, en faveur des petites agglomérations, il soit institué un fonds provincial, nous restons convaincus que nulle autorité n'est mieux placée pour recevoir les suggestions des instituteurs en faveur de certains enfants qui donnent les plus belles espérances, que l'autorité communale elle-même.

D'autre part, il est vrai, et ceci justifie l'organisation provinciale ou intercommunale, il ne sera pas toujours aisé de constituer des commissions de sélection dont la compétence et le dévouement donnent toute garantie d'im-

partialité et de décision sage et éclairée. C'est pourquoi, à l'origine de ces institutions, le Section Centrale se rallie à la manière de voir qui a inspiré le projet. Elle fait des vœux pour que la Chambre, sans tarder, accueille les vues du projet de loi.

Le Rapporteur,

G. COUSOT.

Le Président,

BERTRAND.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1921.

1^o Wetsvoorstel betreffende het « Fonds der Keurleerlingen ».

2^o Wetsontwerp betreffende de Meest Begaafden (1).

VERSLAG.

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COUSOT.

MIJNE HEEREN,

In Maart 1920 hebben eenige onzer collega's van de Liberale linkerzijde een wetsvoorstel ingediend betreffende het Fonds der Keurleerlingen. Hunne edelmoedige gedachte had voor doel op de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten een crediet te brengen waarvan de verdeeling, geregeld bij Koninklijk besluit en onder de gemeenten die zelf een dergelijk fonds zouden oprichten, aan allerlei vereischten was onderworpen. Volgens het gebruik, werd dat voorstel naar eene Middenafdeeling verzonden welke op het punt was haar verslag neer te leggen, toen de Regeering, uit eigen beweging, de gedachte overnam, een wetsontwerp van denzelfden naam indiende en vroeg dat het zou verzonden worden naar de Middenafdeeling die reeds belast was met het onderzoek van het wetsvoorstel uitgaande van de Kamerleden.

De Middenafdeeling heeft dus beide ontwerpen aan een vergelijkend onderzoek onderworpen. Beide gaan uit van dezelfde gedachte, beide streven hetzelfde doeleinde na, doch zij verschillen door het midden waar zij hun weldadige werking moeten uitoefenen. Het wetsvoorstel uitgaande van de Kamerleden streeft er naar, bij het volcindigen hunner middelbare studiën, de jongelieden te helpen die bekwaam zijn en hogere studiën wenschen te beginnen. « Het is noodig, wordt er in de Toelichting gezegd, elk hooger onderwijs toegankelijk te maken voor al de kinderen, die door hunne natuurlijke begaafdheden voor hogere studiën zijn bestemd. »

(1) Wetsvoorstel n^o 184.

Wetsontwerp n^o 405.

(2) Samenstelling van de Middenafdeeling : de heeren Bertrand, voorzitter, Berloz, Van Hoegaerden, Cousot, Doms, Huyshauwer en Van Dievoet.

Geen enkel kind uit de arbeidersklasse, uit stad of dorp, het weze arm of rijk, maar dat eensdaags de Wetenschap of de Arbeid tot eere zou kunnen verstrekken, mag op zijn levensweg worden tegengehouden.

Het ontwerp der Regeering beperkt zijne gunsten tot de kinderen die, na goede lagere studiën te hebben gedaan, geschiktheden aan den dag leggen voor de middelbare studiën, hetzij van wetenschappelijken, artistieken, commercieelen aard, enz.

De gedachte welke deze beide ontwerpen bezielt deed zich van oudsher gelden : de in al onze provinciën zoo talrijke studiebeurzen zijn daarvan het duidelijk bewijs. Door de instelling van het Fonds der Keurleerlingen worden de door de stichters gestelde voorwaarden afgeschaft, waarbij het maatschappelijk nut van deze studiebeurzen noodzakelijkerwijze beperkt werd. Het voorstel verruimt en veralgemeent deze nuttige inrichtingen en strekt er toe aan al de kinderen voordeelen te verschaffen welke deze beurzen slechts aan een zeer geringe categorie van leerlingen verzekerden. Deze veralgemeening is eene toepassing van *de gelijkheid bij het vertrekpunt*, welke door talrijke sociologen wordt aanprezen, en die een verleidelijke formule is welke een der bestanddeelen uitmaakt van het sociaal stelsel dat herhaaldelijk door een groot Belgisch nijveraar, den heer E. Solvay, werd uiteengezet.

De aanzienlijke gift van 120 millioen van den grooten weldoener den heer Hoover, welke toegelaten heeft de Universitaire Stichting te verwezenlijken, is bestemd om de familiën der wel begaafde jongelieden te helpen voor de hogere studiën. Zij ontleemt aan het wetsvoorstel der Kamerleden zijn dadelijk nut. Dienvolgens heeft de Middenafdeeling goed gevonden de studie van het voorstel ter zijde te laten en haar onderzoek te beperken tot het Regeeringsontwerp dat zijne tussenkomst slechts verzekert aan de leerlingen die door hunne werkzaamheid en hunne natuurlijke gaven, op de lagere school, getoond hebben dat zij inzonderheid geschikt zijn om eene meer volledige vorming te bekomen. Anderzijds, past het werkend gedeelte van het ontwerp zich goed aan onze wetgeving tot regeling van het lager onderwijs en houdt het zeer wel rekening van onze bestuurlijke inrichting. Het heeft voorlichting gevonden bij de heilzame inrichtingen in sommige gemeenten en provinciën tot stand gebracht, waar deze aanvulling van het lager onderwijs reeds verwezenlijkt werd. In meer dan eene gemeentebegroting zou men credieten kunnen aantreffen, welke toelaten aan wel begaafde leerlingen tegemoetkomingen te verleenen om hen toe te laten hunne studiën in de muziekkunst, de teekenkunst of in de vakscholen voort te zetten.

De Toelichtingen van beide wetsvoorstellen geven daarover voldoende inlichtingen en brengen een bewijsmaterieel aan dat ons van verder betoog ontslaat en dat sommige meest aangevoerde opwerpingen weerlegt tegen de strekking naar eene uitbreiding van de geestelijke ontwikkeling van onze arbeidersklassen.

Terwijl hulde werd gebracht aan de gevoelens welke deze instellingen bezielen, heeft men soms de vrees uitgedrukt dat, onder de leerlingen welke

deze gunsten erlangen, er sommigen zouden kunnen zijn die niet aan de verwachting der schenkers beantwoorden, die den arbeidslust verliezen, overmatige eierzucht voeden en het aantal gedeclasséerden komen vergrooten! Weliswaar brengt ieder menschelijk werk onvolmaaktheden mede en, in deze zaak, is het niet onmogelijk dat op de toekomstdroomen voor sommige leerlingen ontgoochelingen volgen. Doch de voorzorgen door het wetsontwerp voorzien, de uitlezing van de leerlingen door bijzondere Commissiën, het jaarlijksch examen van de beschermelingen, de mogelijke opschorsing van iedere tegemoetkoming na elk studiejaar, schijnen van aard om, in 't algemeen, de misrekeningen en de misvallen te vermijden, welke het welgelukken van het Werk zouden kunnen in gevaar brengen.

Aan welke kinderen zullen de voordeelen van het Fonds der Keurleerlingen worden voorbehouden? Het ontwerp geeft daarvan tamelijk vaste regelen. In de Middenafdeeling heeft men aangedrongen, opdat de tegemoetkomingen geen verkeerden weg ingaan, en opdat de grenzen buiten dewelke de personen der categorie b) op den openbaren onderstand niet kunnen rekenen, duidelijk worden afgebakend. De vaststelling van dit kiesch punt wordt overgelaten aan een Koninklijk besluit dat in algemeenen regel gemakkelijker dan een wetstekst aangepast wordt aan de omstandigheden van tijd en plaats.

Men gelieve aan te merken dat de hulpgelden aan de verkrijgers toegekend, voorschotten zijn die, wanneer de omstandigheden het toelaten, moeten terugbetaald worden. In de Middenafdeeling heeft men fel aangedrongen, opdat aan elken jongen beschermeling een boekje worde overhandigd, waarop de toegekende voorschotten vermeld staan derwijze dat, op elken stond, de verkrijger zich rekenschap kunne geven van zijn toestand tegenover het Werk; het boekje zal duidelijk vermelden dat het geld een voorschot is zonder last van interest hoegenaamd.

Om den gang van de Instelling te verzekeren, voorziet het ontwerp eene geldelijke tusschenkomst van de gemeenten, de provinciën en den Staat in gematigde verhoudingen waardoor voor gansch België een inkomen van 1,700,000 frank wordt verzekerd. Dat is eene uitgave welke wij zelfs in den tijd dien wij beleven, kunnen aannemen. Dit jaarlijksch inkomen, waarover beschikken zullen hetzij de gemeenten van meer dan 20,000 inwoners, welke verplicht zijn het Fonds der Keurleerlingen tot stand te brengen, hetzij geassocieerde gemeenten, hetzij de provinciën, scheen voldoende te zijn aan de makers van het ontwerp. Wij meenen dat men hierin mis is, en dat men zulks na enkele dienst jaren zal inzien. Moest er alleen sprake zijn van weinig bemiddelde jongelieden die, bij het verlaten van de middelbare school, uitblinken door uitzonderlijk talent, meen ik dat men niet verder dan tot 800 kinderen komen zou; doch men gelieve op te merken, dat het hier gansch onze officieele en vrije schoolbevolking geldt, dat er sprake is van hulpgelden tot ontwikkeling van vroegtijdige talenten hetzij op handels- of nijverheidsgebied, en dan zal men geneigd zijn eene veel aanzienlijker tusschenkomst vanwege de Werken der Keurleerlingen te voorzien.

Uit dien hoofde hadden wij gewenscht dat het Fonds eene verplichte en

onafhankelijke stichting ware in een grooter getal gemeenten, zonder de oprichting van de intercommunale fondsen uit te lokken, waarvan het beheer steeds onder minder contrôle zal staan en minder geschikt wezen zal om bij de milddadige menschevrienden, die deze instellingen zouden willen begiffigen, belang in te boezemen. De zetel van dergelijke instellingen moet zooveel mogelijk de gemeente zijn en ofschoon een provinciaal fonds van nut kan wezen voor geringe agglomeraties, blijven wij niettemin overtuigd, dat geen gezag beter geschikt is dan de gemeenteverheid zelf om de voorstellen der onderwijzers ten bate van sommige kinderen, van wie men hoopvolle verwachtingen mag koesteren, te ontvangen.

Anderdeels, — en dit billijkt het provinciale of intercommunale fonds — zal het weliswaar niet altijd gemakkelijk zijn commissiën van uitgelezen lieden samen te stellen, wier bevoegdheid en toewijding allen waarborg opleveren van onpartijdigheid en van wijze en wel doordachte beslissingen. Daarom vereenigt zich de Middenafdeeling met de zienswijze die dit voorstel heeft ingegeven. Zij uit den wensch, dat de Kamer onverwijld de beschikkingen van het wetsontwerp zal aannemen.

De Verslaggever,

G. COUSOT.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.
